

ABDELGHANI HAMEL LÈVE «LES ÉQUIVOQUES» SUR LA GESTION DES RASSEMBLEMENTS DE BARAKAT : «La Sûreté nationale répond aux réquisitions de l'autorité administrative»

Le directeur général de la Sûreté nationale a animé, hier, une conférence de presse pour «lever les équivoques» sur l'intervention de la police dans la «gestion» des rassemblements contre le quatrième mandat de Abdelaziz Bouteflika. Abdelghani Hamel a indiqué que l'institution qu'il dirige répond aux «réquisitions de l'autorité administrative». Pour la capitale, l'ordre de réquisition a été signé par le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La police ne peut intervenir de son propre chef pour assurer le maintien de l'ordre public lors d'une manifestation, elle est un instrument à la disposition de l'autorité administrative. C'est le message essentiel qu'a voulu transmettre le directeur général de la Sûreté nationale lors d'une conférence de presse animée, hier, au siège de Bab-El-Oued.

«Toute intervention de la police lors de manifestation non-autorisée dans l'espace public est soumise à une réquisition de l'administration compétente. Le maintien de l'ordre est du ressort de cette autorité administrative. Lors de l'intervention, l'autorité administrative est tenue d'être présente sur place et de proclamer trois sommations», a indiqué le général-major Abdelghani Hamel.

Mais le patron de la police déplore le non-respect de cette

procédure. «La règle veut qu'un représentant de l'autorité administrative lance les trois appels de sommation à l'aide d'un porte-voix. Il doit s'adresser aux manifestants en criant : au nom de la loi, quittez les lieux. Mais nous avons très peu constaté cela sur le terrain.»

Dans le cas des rassemblements organisés à Alger par le mouvement Barakat contre le quatrième mandat de Abdelaziz Bouteflika, quelle est l'autorité administrative qui a réquisitionné la police ? «Les réquisitions sont délivrées par le président de l'Assemblée populaire, le wali ou le ministre de l'Intérieur lorsque les manifestations se déroulent dans deux wilayas», indique l'officier de gendarmerie. Les journalistes ont dû insister auprès de lui pour qu'il réponde, enfin : «Le wali d'Alger.»

C'est donc Abdelkader Zoukh qui a saisi la Sûreté nationale pour interpellier les citoyens qui s'oppo-



Abdelghani Hamel, directeur général de la Sûreté nationale.

sent à un nouveau mandat de Abdelaziz Bouteflika. Hamel évite toutefois de «charger» le wali. «Je n'ai soulevé aucune défaillance de l'administration, le maintien de l'ordre public est du ressort exclusif de l'autorité administrative.» Il a également tenu à défendre les policières et les policiers : «Toute mission dévolue à la police se déroule dans un cadre légal et dans le respect total des droits de l'Homme.» Il a cependant regretté «les images déplorables montrant

les interpellations des manifestants».

Et Hamel de lancer très sérieusement : «Pourtant, les personnes sont interpellées avec respect par quatre policiers.»

Appliquant le concept de «gestion démocratique des foules», la police algérienne n'a jamais utilisé de «gaz paralysant ou asphyxiant ni même d'agent à cheval pour charger les manifestants». Au total, entre le 1^{er} et le 6 mars, 13 regroupements de citoyens contre

le quatrième mandat ont été organisés à Alger, Constantine, Bouira, Tizi-Ouzou et Béjaïa.

Les manifestations de Barakat dans la capitale ont conduit à l'interpellation de 264 manifestants et 30 journalistes. Par ailleurs, le général-major Hamel a confirmé un changement de stratégie dans la gestion des manifestations de Barakat et le regroupement du candidat à la candidature Rachid Nekkaz. «Il existe plusieurs méthodes de gestion des foules. Celle mise en œuvre samedi a donné des résultats.» Cette méthode sera-t-elle appliquée lors du prochain rassemblement des anti-quatrième mandat ? «Nous ne réagissons pas selon l'objet de la manifestation», lancera Hamel qui dit défendre «la neutralité de l'institution».

Interrogé sur la possibilité de la création d'un syndicat de police à l'avenir, le directeur général de la Sûreté nationale a indiqué qu'il ne s'opposait pas à ce projet. «C'est une décision politique. Le jour où je recevrai l'ordre de créer un syndicat de la police, je ferai en sorte de le mettre en place. Pour l'instant, je suis là pour défendre les droits des policiers.»

T. H.

GHOULAMALLAH A DONNÉ SON ACCORD

La révision du statut des imams validée avant la fin de l'année

Une année après la création de leur syndicat (Coordination nationale des imams et des fonctionnaires des affaires religieuses) affilié à l'UGTA, les imams ont paraphé hier un accord portant révision de leur situation socioprofessionnelle. L'accord conclu entre les représentants des imams et la tutelle a eu lieu en présence du SG de l'UGTA.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Hier, les deux parties ont convenu d'un commun accord de la révision de plusieurs points relatifs à la carrière et statut de l'imam.

L'accord porte notamment sur une revalorisation salariale mais concerne également l'exercice du métier d'imam. Une

revendication qui date depuis plusieurs années mais qui n'a eu de suite favorable, que depuis la création de la coordination. En effet, au-delà de la revendication socioprofessionnelle relative à l'exercice du métier d'imam, la constitution d'une coordination syndicale des imams se veut aussi une autre forme de lutte contre ce que certains appellent «la pieuvre wahhabite». Mais pour faire face à ce fléau, les imams ont plaidé pour une réelle prise en charge de leurs revendications socioprofessionnelles, car, disent-ils, ils sont les «oubliés de la société».

Travaillant tous les jours de l'année, et sans aucun jour de repos, les imams touchent selon leurs représentants syndicaux 23 000 DA environ. «Pis encore, il y a ceux qui perçoivent un salaire à peine équivalent

au SNMG, soit 18 000 DA», indique-t-on. Et d'ajouter : «Leurs salaires ne sont pas à la hauteur du travail et des sacrifices faits par ces fonctionnaires. Cela n'arrange guère leur mode de vie ; ils ne peuvent prétendre à une vie paisible et aisée. «J'ai du mal à joindre les deux bouts et à subvenir convenablement aux besoins de ma famille, j'ai des enfants à nourrir et à habiller», a déclaré un imam. Un autre aspect du ras-le-bol des imams réside dans le fait qu'il existe plusieurs postes vacants.

«Notre plateforme de revendications est objective dans la mesure où l'imam a été lésé par le passé étant donné que sa dernière revalorisation salariale date de 2008», a précisé le coordinateur cheikh Djelloul Hadjimi. Ce dernier a insisté sur la «prime de risque», justifiant cela par le fait que «des

imams ont été agressés au sein des mosquées où ils exercent». «Nous devons nous protéger et protéger notre profession des pratiques extrémistes. Le message de l'imam ne doit pas être détourné à des fins politiques», fait-il remarquer.

Les imams sont-ils libres de choisir leurs prêches du vendredi ? «Ils ont la totale liberté de choisir les thèmes de leurs sermons, sauf que parfois, ils tolèrent des directives de la tutelle réclamant des prêches en relation avec des événements nationaux», affirme-t-il.

Le SG du syndicat des imams a tenu à préciser que leur mission principale est de prévenir contre les déviations sociales, de condamner les pratiques hostiles et aussi et surtout, protéger la société «de la fitna».

A. B.

LA PARTICIPATION DE LA FEMME À LA GUERRE DE LIBÉRATION EST EFFECTIVE

Un oubli «qu'il faut réparer»

La femme a participé à la libération de l'Algérie autant que l'homme. Une vérité incontestable. Zobida Maamaria, écrivaine, qui intervenait hier, lors du forum d'El Moudjahid, dénonce «un véritable déni de l'Histoire».

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - «Elles étaient des poseuses de bombes, elles ont pris les armes, ont été condamnées à mort, elles ont côtoyé les couloirs de la mort et elles étaient parfois plus courageuses que les hommes.» La femme a porté le combat de la libération du pays autant que l'homme, mais personne n'en parle, dénonce l'écrivaine Zobida Maamaria. L'invitée du quotidien *El Moudjahid* qui est venue apporter son témoignage sur le combat des femmes dans la libération du pays se dit outrée. «Personne

ne peut nier la participation effective de la femme dans la libération de l'Algérie», a-t-elle martelé. Il y a un déni et on veut dénier la participation de la femme dans le combat, on veut diminuer de sa puissance. Djamilia Bouhired n'est plus l'héroïne de l'Algérie mais un symbole du monde arabe. Aujourd'hui, le discours officiel, lui, remet en cause cette réalité en ne citant aucune femme», a dénoncé l'intervenante. «Avec le discours fait par la partie française, si nous-mêmes, nous nous mettons à nous faire du mal, alors c'est comme ajouter de l'eau au moulin», a souligné la conférencière. Elle a voulu parler de la première femme martyre morte les armes à la main lors d'un accrochage avec les forces coloniales un 19 novembre 1954. Comme par hasard, dit-elle, cette femme s'appelait Dzaïr Ben Mohamed Chaïb. Native de la wilaya de Souk Ahras, Dzaïr était dans les rangs

de Badji Mokhtar qui a constitué un dépôt d'armes dans les fermes de la famille Chaïb et apprenait aux jeunes comment manipuler les armes. M^{me} Maamaria a également évoqué un autre fait de l'histoire dont, dit-elle, personne ne parle. Il s'agit de la bataille du 25 avril 1958 où plus de 600 moudjahidine ont trouvé la mort. Elle a rappelé que ce jour-là, les deux groupes de moudjahidine qui allaient entrer en Tunisie et ceux qui devaient entrer en Algérie étaient encerclés aux frontières. Pour riposter, les forces coloniales ont décidé de bombarder toute la ville de Souk Ahras. «La France peut tout dire, qu'elle n'a rien fait et n'a pas tué et à la limite elle nous a donné l'indépendance mais si nous, nous ne parlons pas, il ne faut pas pleurer par la suite», estime l'écrivaine qui appelle à réparer tous ces oublis.

S. A.